

Unité inter-départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 SAINT-BARTHÉLÉMY D'ANJOU

SAINT-BARTHÉLÉMY D'ANJOU, le 27 février 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/01/2023

Contexte et constats

Publié sur 

PREMIER TECH HORTICULTURE

Le Ciron
BP 6
49680 VIVY

Références : EC-2023-42-AUTO-PREMIER TECH HORTICULTURE-Vivy-RAP
Code AIOT : 0006302147

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/01/2023 dans l'établissement PREMIER TECH HORTICULTURE implanté au Ciron BP 6 49680 VIVY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le suivi du site suite à plusieurs incendies survenus en 2022. Deux arrêtés préfectoraux ont été signés suite à l'incendie du 16/08/2022 :

- DIDD-2000 n°248 du 26/08/2022 : arrêté de mise en demeure de disposer des moyens suffisants pour la lutte contre les incendies et de mesures d'urgence de stopper toute nouvelle entrée de matières premières tant que les moyens de lutte contre les incendies ne sont pas présents sur site;
- DIDD-2022 n°267 du 08/09/2022 : arrêté pour prescrire la mise à jour de l'étude de dangers, le suivi de la qualité des eaux du bassin de rétention suite aux incendies et le curage du bassin de rétention.

Les prescriptions arrivées à échéances, de ces 2 arrêtés préfectoraux ont été regardées lors de l'inspection du 24/01/2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PREMIER TECH HORTICULTURE
- Le Ciron BP 6 49680 VIVY
- Code AIOT : 0006302147
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Premier Tech est un fabricant de support de culture à partir de fibres végétales naturelles. Le site est exploité sous couvert de l'arrêté préfectoral du 16/09/2004, modifié le 02/10/2007, 08/04/2008, 07/12/2012. Le courrier du 15/11/2019 donne acte à l'exploitant de l'extension de l'emprise foncière et de l'augmentation de la puissance du transformateur électrique.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suite de l'arrêté de mise en demeure et de mesures d'urgence DIDD-2000 n°248 du 26/08/2022;
- suite de l'arrêté préfectoral DIDD-2022 n°267 du 08/09/2022;
- visite des parcelles n°103 et 104.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Curage du bassin de rétention	Arrêté Préfectoral du 08/09/2022, article 4	Susceptible de suites	Sans objet
2	Qualité des eaux du bassin	Arrêté Préfectoral du 08/09/2022, article 3	Susceptible de suites	Sans objet
3	Mesures réactives	Arrêté Préfectoral du 26/08/2022, article 2	Susceptible de suites	Sans objet
5	Reprise d'activité sur les parcelles n°27 et 117	Arrêté Préfectoral du 26/08/2022, article 3	Susceptible de suites	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Etude de dangers	Arrêté Préfectoral du 08/09/2022, article 2	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence et de mise en demeure DIDD-2022 n°248 du 26/08/2022 :

- les mesures d'urgence de suspension d'entrée de nouvelles matières (article 3) et de transmission du rapport d'incendie (article 5) ont été mises en oeuvre dans les délais souhaités. L'exploitant a fait le choix de ne pas évacuer la matière ayant subi les incendies pour les récupérer dans de futurs andains (article 4);
- l'exploitant a mis en place une bâche souple de 160 m³ pour répondre à la mise en demeure de respecter les dispositions de son arrêté préfectoral de 2004 en disposant des moyens nécessaires pour assurer sa défense incendie (article 2).

L'inspection des installations classées propose au préfet de lever la mise en demeure et d'abroger les mesures d'urgence de l'arrêté préfectoral DIDD-2022 n°248 du 26/08/2022 sur la base du dossier technique daté du 13/02/2023, qui détaille les moyens de lutte contre les incendies mis en place.

Par ailleurs, l'exploitant n'a pas répondu dans son entièreté aux prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire DIDD-2022 n°267 du 08/09/2022 puisque le bassin de rétention n'est pas curé à ce jour. L'exploitant s'est engagé à finaliser le curage du bassin avant le 28 février 2023.

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de :

- finaliser le curage du bassin avant le 28 février 2023 et de réaliser des analyses sur les boues (paramètres de la norme NFU 44-551, PFOA et PFOS);
- réaliser une analyses des eaux du bassin de rétention après curage des boues sur la base des

paramètres de son arrêté préfectoral et d'y ajouter la recherche des PFOA et PFOS; la transmission des résultats est demandé pour le 31 mars 2023;

- recontrer le SDIS avant le 31 mars 2023 afin que ce dernier donne son avis sur le nouveau point d'eau (bâche souple) et sur les aménagements du bassin de rétention;
- évacuer les matières incendiées présentes sur les parcelles n°27 et 117 sous 6 mois dans son process de traitement. L'exploitant s'assure de la compatibilité de ces matières avec les spécifications requises de ce dernier. En cas d'incompatibilité, les matières devront être évacuées vers les filières adéquates et dûment autorisées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Curage du bassin de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/09/2022, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Bassin de rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : l'exploitant était en recherche de solution de curage du bassin • date d'écheance qui a été retenue : 08/12/2022
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise sous 3 mois le curage du bassin de rétention d'une capacité de 2 000 m ³ tout en maintenant 500 m ³ disponibles immédiatement de réserve d'eau en cas d'incendie pour le SDIS.
Constats : <u>Constat de la visite du 11/10/2022 :</u> L'exploitant est en cours de recherche d'une solution pour gérer les eaux du bassin de rétention. Le délai pour le curage du bassin n'est pas échu. <u>Constat de la visite du 24/01/2023 :</u> L'exploitant a fait intervenir un premier prestataire en janvier 2023 pour effectuer un curage du bassin de rétention sans avoir à le vider. La solution envisagée par le prestataire n'étant pas conclusive, l'exploitant a recherché une nouvelle solution. Aussi, l'exploitant a présenté un devis de l'entreprise VALTERRA pour la réalisation de curage des boues du bassin sans évacuation de l'eau. La solution envisagée consiste à prélever les boues de curage en fond de bassin et à les récupérer dans une bâche. Cette bâche non étanche sur le fond permettra l'évacuation de l'eau contenue dans les boues de curage, et ainsi l'assèchement de ces boues. L'exploitant indique que les bâches de récupération des boues seront positionnées à proximité du bassin de rétention afin que ce dernier capte les eaux d'écoulement des bâches. Après assèchement des boues de curage, une analyses des boues sera réalisée sur la base des paramètres analytiques mentionnés dans la norme NFU 44-551. Si les boues respectent les valeurs seuils des paramètres de la norme, elles pourront être incorporées dans le process de fabrication des supports de culture. Le volume de boues de curage est estimé à 1000 m ³ . L'exploitant s'est engagé à finaliser le curage du bassin avant fin février 2023. L'inspection demande à l'exploitant de transmettre les justificatifs de la finalisation du curage du bassin (photo, évaluation du colume d'eau, BSD, etc...). L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de rechercher, en plus des paramètres de la norme NFU 44-551, les paramètres PFOA et PFOS sur chacune des bâches contenant les boues de curage, un mois après leur stockage. Les résultats des analyses seront transmis à l'inspection des installations classées dès réception.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Qualité des eaux du bassin

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/09/2022, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Analyse eau
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 11/10/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : évacuer les eaux du bassin• date d'échéance qui a été retenue : 06/01/2023
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant réalise une analyse du bassin de rétention sous 1 mois sur la base des paramètres de l'article 7.3.4 de l'arrêté préfectoral D3-2004 n°708 du 16/09/2004.</p> <p>Les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées dès réception. Si les valeurs seuils sont dépassées, l'exploitant évacue les eaux du bassin vers une filière de traitement agréée, et transmet les justificatifs à l'inspection des installations classées dès réception.</p>
Constats : <p><u>Constats de la visite du 11/10/2022 :</u></p> <p>L'exploitant a transmis par mail du 11/10/2022, les résultats d'analyses d'eau du bassin de régulation réalisées le 14/09/2022. Le rapport conclut sur les valeurs suivantes :</p> <p>pH : 8,0 MES : 94 mg/l DCO : 1 529 mg/l pour une valeur seuil à 300 mg/l DBO₅ : 4,0 mg/l Azote total Kjeldahl : 59 mg/l Azote ammoniacal : < 0,780 mg/l Azote global : 70 mg/l pour une valeur seuil à 30 mg/l Phosphore total : 35 mg/l pour une valeur seuil à 10 mg/l Hydrocarbures totaux : 0,21 mg/l</p> <p>Les résultats ne sont pas conformes aux valeurs limites de l'article 7.3.4 de l'arrêté préfectoral D3-2004 n°708 du 16/09/2004 sur les paramètres DCO, azote global et phosphore total. L'exploitant doit faire évacuer les eaux du bassin vers une filière agréée ou procéder au traitement de l'eau jusqu'à sa conformité vis-à-vis des paramètres ci-dessus.</p> <p>Afin d'éviter une dilution de la pollution et le risque de débordement du bassin, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de procéder à l'évacuation des eaux du bassin ou à son traitement sous 1 mois.</p> <p><u>Constats de la visite du 24/01/2023 :</u></p> <p>L'exploitant déclare que les travaux de curage des boues du bassin de rétention seront finalisés pour fin février 2023. L'exploitant procédera à une nouvelle analyse des eaux du bassin de rétention après ce curage.</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre les résultats d'analyses des eaux du bassin pour le 31 mars 2023. Du fait du dernier curage du bassin de 2016, l'exploitant procédera à la recherche des PFOA (n° CAS 335-67-1, Sandre 5347) et PFOS (n° CAS 1763-23-1, Sandre 6560), en plus des paramètres analytiques de son arrêté préfectoral DIDD-2012 n°345 (article 3.4) du 07/11/2012.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/08/2022, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre les incendies
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : s'assurer du débit de 60 m³/h pendant 2 heures entre la bâche souple, la réserve incendie et le forage) • date d'échéance qui a été retenue : 21/12/2022
Prescription contrôlée : L'exploitant est mis en demeure de respecter les dispositions de l'article 16 de l'arrêté préfectoral D3-2004 n°708 du 16/09/2004 en disposant soit d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple), soit d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite des tas de matières se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m ³ /h pendant une durée d'au moins deux heures dans un délai de 2 semaines à compter de la notification de l'arrêté préfectoral DIDD-2022 n°249 du 26/08/2022.
Constats : <u>Constats de la visite du 11/10/2022 :</u> Le jour de l'inspection, l'exploitant déclare disposer des moyens de lutte contre un incendie suivants : <ul style="list-style-type: none"> • 6 extincteurs CO₂, 30 extincteurs poudre et 41 extincteurs eau, 1 enrouleur mobile, 6 vannes incendie et une centrale incendie ; • l'interdiction de fumer sur site ; • contrôle annuel des équipements électriques ; • site clôturé ; • formation des salariés à la manipulation des extincteurs et des RIA ; • système d'alarme incendie déclenché manuellement au niveau des bâtiments ; • exutoires de désenfumage au niveau des bâtiments ; • ronde sécurité incendie à la fin de chaque poste de travail, à l'aide d'un « stick » permettant de tracer 50 points de passage ; • nettoyage à la fin de chaque poste de travail ; • affichage de consignes ; • audit annuel de l'assureur sur la base d'une grille d'évaluation commune aux sites Premier Tech Horticulture (Isère, Sarthe et Charente-Maritime) ; • bâche souple de 160 m³ non opérationnelle le jour de l'inspection. <p>L'exploitant a informé l'inspection par mail du 4 novembre 2022 que la bâche souple et le système de pompage étaient opérationnels et complétés par une motopompe thermique de 15 m³/h. L'exploitant déclare que la mise en place de la bâche souple a été validée par le SDIS.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de s'assurer sous 15 jours que le débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures est assuré (bâche souple + réserve incendie + forage) pour des interventions internes et externes.</p> <u>Constats de la visite du 24/01/2023 :</u> L'exploitant déclare poursuivre les aménagements autour du bassin de rétention (cannes d'aspiration, connectiques, système de filtration) et de la plateforme comprenant la nouvelle bâche souple de 160 m ³ (passerelle, connectiques). L'exploitant déclare n'avoir pas pris RDV avec le SDIS et souhaite d'abord finaliser les aménagements décrits ci-dessus afin que le SDIS puisse les valider. <p>L'inspection demande à l'exploitant de rencontrer le SDIS avant le 31 mars 2023 afin de réceptionner le nouveau point d'eau (bâche souple de 160 m³), et les nouveaux aménagements du bassin de rétention.</p>

L'inspection demande à l'exploitant qu'il transmette le PV de réception du nouveau point d'eau dès réception.
Observations : Il est rappelé à l'exploitant que tous les points d'eau incendie du site doivent faire l'objet d'une visite de réception par le SDIS. Cette visite de réception a pour objectif de s'assurer que les points d'eau incendie correspondent aux caractéristiques attendues et aux dispositions du guide départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie, de leur fiabilité et de leur utilisation rapide en toutes circonstances par les services de pompiers. Elle permet également, pour le SDIS de référencer et localiser les points d'eau incendie dans le but de les intégrer dans la base de données départementale. Pour la visite de réception des points d'eau incendie, l'exploitant doit solliciter le groupement des opérations par courrier (operations@sdis49.fr). L'exploitant tient à disposition de l'inspection le procès-verbal de réception des points d'eau incendie.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Etude de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/09/2022, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à jour de l'étude
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/10/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : transmettre l'étude de dangers • date d'échéance qui a été retenue : 08/12/2022
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet la mise à jour de l'étude de dangers de mars 2012 dans le délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : L'exploitant a transmis l'étude de dangers le jour de l'inspection. L'étude a été réalisée par la société ATELICE. Le périmètre de l'étude de dangers se situe sur les parcelles 001 et 103 (parcelles de stockage des matières premières). L'étude de dangers propose de réorganiser les stockages afin d'éviter les effets dominos entre les andains et les effets notables sur les tiers et la forêt proche. Avec la nouvelle organisation des andains sur les plateformes, l'étude conclue qu'un volume d'eau d'extinction d'incendie de 360 m ³ est nécessaire pour lutter contre un incendie pendant 2 heures. Aussi, le volume à maintenir dans le bassin de rétention de 500 m ³ (article 16 de l'arrêté D3-2004 n°078 du 16/09/2004) additionné des 160 m ³ de la bâche souple sont suffisants pour lutter contre un incendie survenant sur les parcelles 001 et 103. L'étude de dangers remise par l'exploitant fera l'objet d'une instruction de la part de l'inspection. Une éventuelle demande de compléments sera adressée à l'exploitant en cas d'insuffisance dans le démarche de réduction du risque à la source.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Reprise d'activité sur les parcelles n°27 et 117

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/08/2022, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Suspension d'entrée de matières premières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'entrée de matières premières sur la plateforme positionnée sur les parcelles n°27 et 117 est suspendue dans un délai de 24 heures à compter de la notification du présent arrêté, en application de l'article L.171-8 tant que les dispositions de l'article 2 ne sont pas respectées. Toute reprise d'activité est soumise à accord préalable du préfet sur la base d'un dossier technique remis au préalable par l'industriel détaillant les moyens de lutte contre les incendies mis en place afin de répondre aux dispositions de l'article 16 de l'arrêté préfectoral D3-2004 n°708 du 16/09/2004.
Constats : L'inspection demeure en attente du dossier technique détaillant les moyens de lutte contre les incendies mis en place depuis les incendies de 2022. Aucune nouvelle matière n'est rentrée sur les parcelles n°27 et 117 (parcelles non autorisées) tel que demandé par arrêté préfectoral susvisé. Les matières présentes issues des sinistres sont en cours d'évacuation par incorporation au process de traitement de l'exploitant. Il lui est rappelé qu'il doit s'assurer de la compatibilité entre ces matières et les spécifications requises pour le compostage. Lors de l'inspection, l'exploitant s'est engagé à évacuer les matières <u>sous 6 mois</u> . L'inspection demande à l'exploitant de : <ul style="list-style-type: none">- transmettre un échéancier d'évacuation des matières- s'assurer et d'être en mesure de justifier de la bonne filière d'élimination pour ces matières.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet